

2ème jour de grève de la faim de Jocelyn Rivière et Jean-Jacques Ferrère à la SIB

La Commune du Port solidaire du combat des travailleurs de la SIB «pou fé rèspekt anou»



Après les visites du conseiller général communiste Henri Hippolyte et de dirigeants du Parti Communiste Réunionnais lundi à la Société Industrielle de Bourbon (SIB), les deux travailleurs en grève de la faim depuis deux jours dans la cour de cette entreprise portoise ont reçu de nouveaux soutiens ce mardi. Jocelyn Rivière et Jean-Jacques Ferrère ont notamment reçu en fin d'après-midi la visite d'une délégation de la municipalité de Port, représentée par son maire, Jean-Yves Langenier, et deux autres élus, également dirigeants syndicaux de la CGTR : Michel Séraphine et Danio Ricquebourg. Ces élus étaient aussi accompagnés par un représentant de la Section communiste du Port, Alain Dreneau.

Ces personnalités ont exprimé le soutien de la Commune au combat des travailleurs de la SIB «pou fé rèspekt anou» face au traitement scandaleux dont ils sont victimes de la part des patrons de Cogate-Palmolive qui commandent cette entreprise réunionnaise. Pour Jean-Yves Langenier, «ils sont traités de façon absolument révoltante et ils luttent avec raison pour le respect de leur dignité. C'est pourquoi, tous les Réunionnais épris de justice sont appelés à soutenir cette lutte exemplaire».

Cette solidarité est d'autant plus importante que les résultats de la

réunion organisée hier matin à la préfecture, où «Jean-Luc Marx, préfet de La Réunion, a souhaité rencontrer les dirigeants de la Société industrielle de Bourbon (SIB) pour évoquer l'avenir du site et de ses salariés, en présence de la sous-préfète de Saint-Paul et du directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIECCTE)», n'ont pas été très positifs.

«Bann la i desid de nout avnir san nou»

Et cela malgré la déclaration officielle de la Préfecture, selon

mépris envers les travailleurs qui n'ont cessé d'assurer — souvent avec beaucoup de fatigue et de difficultés — la réussite et les richesses de notre entreprise ?».

C'est pourquoi la mobilisation continue face à la menace de supprimer les 33 emplois de la SIB car «la réponse à nos attentes est honteuse, nous sommes victimes de mensonges sur les soi-disant difficultés de l'entreprise et nous n'avons aucun pouvoir de décision; ce sont les patrons de Colgate-Palmolive là-bas en France qui donnent les consignes aux dirigeants de la SIB et qui veulent nous imposer leurs choix arbitraires», déclare Philippe Duverger.

«Le maintien des emplois»

Une nouvelle réunion est prévue ce mercredi matin à la SIB avec les représentants du personnel. «C'est pourquoi nous restons vigilants et déterminés pour faire respecter nos droits», conclut le responsable syndical CGTR.

On verra quelle suite sera donnée aux engagements du préfet sur «la nécessité que les négociations en cours avec les représentants du personnel se poursuivent dans les conditions d'un dialogue social de qualité», notamment «dans le souci premier de garantir la pérennité d'une activité industrielle sur le site permettant le maintien des emplois». En tout cas, toute la journée, un grand nombre de personnes passent devant les grilles de la SIB et saluent chaleureusement les travailleurs en lutte en soutenant leur combat.

Correspondant

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITE : pub.tem@orange.fr

Édito

Les Réunionnais amènent la France à regarder son Histoire en face

51 ans après les premières rafles d'enfants réunionnais, l'Assemblée nationale a débattu hier d'une proposition de résolution sur les Enfants de la Creuse. Le texte demande d'approfondir la connaissance historique de ces faits, et considère que «l'Etat a manqué à sa responsabilité morale envers ces pupilles».

A l'heure où nous mettons sous presse, cette proposition ne fait pas l'unanimité. Contrairement à la loi reconnaissant l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, un groupe parlementaire a décidé d'expliquer son refus de voter pour. Il s'agit de l'UMP pour qui le texte est considéré comme une attaque portée à Michel Debré.

Les enlèvements d'enfants réunionnais ont duré aussi longtemps que le BUMIDOM, près de 20 ans. Au bout de 5 ans, "Témoignages" arrivait à briser le mur du silence. Il était combattu par le pouvoir de l'époque, qui tentait à grand peine d'organiser le transfert de la majorité de la jeunesse réunionnaise vers la France.

Ce n'est qu'en 2005, 42 ans après les premiers enlèvements, que la presse en France a décidé de lever le voile sur cette affaire. Puis vinrent les démarches d'anciens enfants déportés pour obtenir réparation auprès de la justice, sans succès. Mais la chape de plomb s'était fissurée.

L'année passée, un documentaire sur l'enfance volée de ces Réunionnais avait été diffusé à une heure de grande écoute par Réunion Première. Il a suscité une grande émotion. Puis une stèle rendant hommage à la tragédie vécue par nos compatriotes a été érigée devant l'aérogare, là où ils ont quitté le sol de La Réunion pour un voyage sans retour.

Dans le prolongement de cette dynamique, la députée Ericka Bareigts a déposé une proposition de résolution.

Ce texte n'est pas une loi, il n'est porteur d'aucune contrainte. Et pourtant l'opinion en France est interpellée. Cette fois-ci, ce sont non seulement la presse parisienne, mais aussi les quotidiens régionaux qui décident de rappeler à leurs lecteurs ce que des dirigeants de la République ont pu faire à des Réunionnais. L'onde de choc est allée jusqu'à Londres, où le Guardian rappelle que cela ne peut se comparer qu'à ce que les Aborigènes d'Australie ont subi.

Depuis les premières révélations en 1968, 46 ans se sont écoulés. 46 ans de luttes de plusieurs générations de militants pour faire avancer une cause juste et qui amène aujourd'hui la France à regarder son Histoire en face.

J.B.

Procès de l'ARAST et multiplication des grèves

La Réunion en pleine tension sociale

Dans un contexte de crise économique et sociale, La Réunion est actuellement en pleine ébullition. Tous les mois, depuis quelques années, des actions sociales sont engagées pour dénoncer des injustices, subies dans le cadre du travail.

Entre le procès de l'ARAST, qui a débuté ce mardi 18 février, la grève de la faim de Jocelyn Rivière et Jean-Jacques Ferrère de la SIB, débutée lundi 17, les grévistes de l'Hôpital des enfants et les embauches contestées à la Civis, la situation sociale à La Réunion se dégrade de plus en plus. Un point d'orgue: l'emploi. Désireux de conserver leurs emplois, des travailleurs ont décidé de faire grève et de protester contre les autorités ou leurs employeurs.

Le procès de l'ARAST

Liquidée en novembre 2009, l'association réunionnaise d'accompagnement social territorialisé (ARAST) a vu ses 1.196 salariés licenciés. Première à La Réunion, cette affaire aura duré plus de quatre ans, grève, mobilisation devant et dans le Département, procès, luttes politiques, grève de la faim, tous les moyens ont été utilisés pour dénoncer des licenciements considérés injustes.

Le litige qui sera étudié par les magistrats concerne la somme de 20 à 27 millions d'euros que les salariés auraient dû percevoir comme indemnités de licenciement. L'AGS (association de gestion des créances des salariés), dont la mission est l'indemnisation des personnels licenciés, et le Conseil général, ont tous deux refusés de payer. Parmi les licenciés, la majeure par-

tie est toujours sans emploi.

Les embauches contestées à Pierrefonds

L'un des marchés publics de la Civis a été obtenu par la société Ar-Val basée à Saint-Avé dans le Morbihan, qui a embauché 12 Polonais. Face au taux de chômage record de La Réunion, plusieurs voix se sont élevées contre ces embauches. Parmi elles, l'AJFER-Nou Lé Kapab a dénoncé «une véritable provocation contre les 168.700 demandeurs d'emploi».

Ces 12 employés seront chargés de monter les nouvelles machines du centre de tri. Pour sa part la société Ar-Val affirme que «le montage est intégralement suivi par les coordinateurs de chantiers de notre société qui sont de véritables techniciens spécialistes des centres de tri». Vient alors la proposition de l'AJFER-Nou Lé Kapab d'anticiper sur les besoins, car comme l'ont posé certains, «une formation adaptée à La Réunion n'aurait-elle pas suffi à éviter le recours à une main d'œuvre polonaise?».

Grève de la faim à la SIB

Jocelyn Rivière et Jean-Jacques Ferrère ont entamé lundi 17 février 2014 une grève de la faim devant l'usine de la SIB (Société industrielle de Bourbon), au Port. Ils veulent

une solution pour les 33 salariés menacés de licenciement.

L'usine, propriété du groupe américain Colgate-Palmolive, un des plus importants fabricants de produits d'hygiène dans le monde, a décidé de liquider sa structure à La Réunion, alors que ce dernier engrange des milliards de bénéfices, d'autant plus que «lors des réunions, on ne voit que du mépris en face de nous... Colgate/Palmolive, c'est un gros groupe qui est en train de nous écraser!», a déclaré Jocelyn Rivière dans la presse.

L'objectif de cette grève de la faim est d'interpeller l'opinion publique et notamment les responsables politiques. une délégation du Parti Communiste Réunionnais et d'autres politiques ont fait le déplacement, lundi 17, pour apporter leur soutien aux deux hommes.

Les employés protestent à l'Hôpital des enfants

Les salariés de l'hôpital d'enfants de l'association Saint-François d'Assise (ASFA) ont débité leur grève ce lundi 17 février. Pour protester contre la mise en œuvre d'un plan de réorganisation des services de l'hôpital, qui remet en cause les conditions de travail des travailleurs.

Autre point de tension, le bien-être des enfants laissé pour compte dans ce nouveau plan de réorganisation. Pour sortir de ce conflit social, les salariés souhaitent la remise à plat du plan de réorganisation des services pour permettre une meilleure dynamique du service et la prise en considérations de chacun: enfant et salarié.

Céline Tabou



Vendredi dernier, lors de la dernière réunion de négociation, Jocelyn Rivière rend compte lors d'une pause dans les discussions avec les représentants de Colgate-Palmolive.

Bellemène : mobilisation pour la réouverture de la Poste

La révolte gronde à Saint-Paul



Un gendarme tente de négocier la levée du barrage, les manifestants tiennent bon.

Dans le quartier de Bellemène comme dans tous les écarts, le bureau de Poste est souvent le dernier service public, avec l'école. Pour les habitants des Hauts, la Poste est donc plus qu'une banque. C'est en effet souvent par l'intermédiaire de La Poste que les plus modestes règlent leurs factures d'eau ou d'électricité. Tout le monde n'a pas la possibilité d'avoir un carnet de chèques ou une carte bancaire pour régler sur Internet. Pas facile non plus de se rendre en ville de Saint-Paul pour payer directement auprès du fermier...

Depuis le début du mois de janvier, la Poste de Bellemène est hors d'usage, la faute à un incendie. Depuis, les habitants de Bellemène sont obligés de descendre à Saint-Paul pour aller retirer un courrier en recommandé. C'est d'ailleurs ce qu'a confirmé un communiqué de la société publié hier peu après midi. Pour aller acheter un timbre, il faut donc se déplacer à Saint-Paul ou à Saint-Gilles les Hauts. Tout cela complique une vie déjà pas facile, alors si en plus il faut payer un transport pour toucher l'argent qui est dû...

Première réponse : les policiers et les gendarmes

Cela fait un mois et demi que cela dure, et les habitants de Bellemène n'en peuvent plus. Ils se sentent abandonnés par les pouvoirs

publics, ils ont donc décidé de passer à l'action. Hier matin, ils se sont placés à la croisée du chemin Lougnon et de la route départementale. Aidés de galets et de quelques branches, ils ont réussi à dresser un barrage de fortune. Tant qu'ils ne pourront pas faire entendre leurs revendications de vive voix aux représentants de l'autorité, ils resteront là.

La nouvelle se répand comme une trainée de poudre, à Saint-Paul et ailleurs à La Réunion. Elle arrive aussi aux oreilles de la Mairie. Gendarmes et policiers municipaux armés ne tardent pas à arriver. Ils demandent aux manifestants de déguerpir. Ces derniers voient dans l'arrivée des uniformes une motivation supplémentaire pour se faire entendre.

«Mi lé pa là pour koz èk ou»

Finalement, peu avant 9 heures, l'arrivée prochaine d'Emmanuel Séraphin est plutôt prise sur le ton de l'humour par les manifestants. Enfin, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ils attendent la venue du représentant de la mairie, décidés à ne pas céder jusqu'à son arrivée.

Emmanuel Séraphin réserve ses premières salutations aux policiers et aux gendarmes. Puis il monte sur un muret pour lire un papier. C'est un courrier de la Poste expliquant les démarches entreprises par l'entreprise pour faire face à la situa-

tion. Et l'adjoint à la mairie de conclure en annonçant que des bus seront mis en place, au début de chaque mois, pour les usagers qui ont besoin des services de la Poste.

Puis Emmanuel Séraphin a répondu pas très gentiment à un manifestant: «mi lé pa là pour koz èk ou», avant de fustiger la présence de candidats... De candidat il y avait bien, mais rien qu'un seul en la personne d'Ary Yee Chong Tchi Kan.

Pourquoi pas un local temporaire ?

Ce dernier était venu simplement s'enquérir de la situation. En réponse aux doléances, Ary Yee Chong Tchi Kan propose que la Mairie mette à disposition un local temporaire, pour parer aux demandes les plus urgentes.

Car il ne faut pas oublier qu'un bureau de Poste, cela ne sert pas seulement quelques jours au début du mois.

Pendant que les discussions se poursuivaient au bord du chemin, les gendarmes ont poussé branches et galets sur le côté. Cette nouvelle manifestation montre que la révolte gronde à Saint-Paul.

M.M.

Cela fait plus d'un mois que la Poste de Bellemène ne fonctionne plus. Lassés d'être abandonnés, les habitants du quartier ont décidé de bloquer la route lundi tôt dans la matinée. Les bus promis pour les débuts de mois annoncés par Emmanuel Séraphin sont loin de correspondre aux besoins. Manifestement, le décalage est grand entre les revendications et la réponse de la municipalité de Saint-Paul.



Ary Yee Chong Tchi Kan à l'écoute des habitants du quartier. Pourquoi ne pas ouvrir un local temporaire? Cette proposition reçoit un bon accueil.

La réponse de la Mairie



Emmanuel Séraphin représentait Huguette Bello. Pour répondre aux demandes, il lit un courrier de La Poste.



Puis Emmanuel Séraphin s'adresse à un manifestant : «mi lé pa là pour koz èk ou». Du côté de la Mairie de Saint-Paul, une atmosphère de fin de règne...

Elections municipales

Joé Bédier dévoile son projet pour Saint-André



Joé Bédier et Gélita Hoarau lors du dernier meeting à Saint-André. Hier, ils ont rencontré la presse pour présenter le programme.

Joé Bédier, entouré de Gélita Hoarau et Jean Max Govindassamy et en présence de nombreux sympathisants a tenu hier, mardi 18 février, une conférence de presse pour présenter son projet pour Saint-André, élaboré en concertation avec celles et ceux qui l'accompagnent dans la bataille des municipales.

Un projet ambitieux construit autour de quatre axes prioritaires:

1- Rendre la ville plus attractive par l'amélioration du cadre de vie et des services à la population.

Il est urgent, dit Joé Bédier, de doter la ville d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Projet bloqué par le maire depuis juin 2012 pour des raisons ignorées du Conseil Municipal. Il s'engage donc à relancer dès son élection la procédure.

Tout comme il juge essentiel de rénover le centre-ville aujourd'hui dégradé et de doter Saint-André d'un plan de circulation efficace.

Améliorer la vie quotidienne des habitants par des mesures de proximité, et l'installation de services publics performants et faire de Saint-André une véritable ville sportive, tels sont également les engagements de Joé Bédier et de son équipe.

3- Une ville solidaire.

42% des familles Réunionnaises vivent sous le seuil de pauvreté. Saint-André, malheureusement, ne fait pas exception.

La lutte contre la précarité et l'exclusion sociale sera parmi les priorités, en renforçant les dispositifs déjà existants, et la mise en place d'une politique visant à anticiper les difficultés, en agissant pour le droit au logement, en favorisant l'insertion, le soutien scolaire, en impliquant les parents, ou encore des mesures pour la jeunesse trop oubliée.

2- Faire de Saint-André un grand pôle d'activités et d'emplois.

Il s'agit là d'une priorité. Il s'engage avec les élus qui vont l'entourer à mettre en œuvre une politique d'accueil des entreprises et d'activités créatrices d'emplois, par la création de zones industrielles.

Ces outils font actuellement défaut à Saint-André. Toujours dans cet objectif, l'effort sera mis pour mieux valoriser nos atouts touristiques, notamment les circuits économiques et culturels.

La diversification agricole, la pêche artisanale sont également abordés dans ce volet.

4- Le changement de pratiques politiques et de méthodes de gestion municipales.

Joé Bédier est décidé à mettre fin à ces pratiques d'un autre âge dans les affaires de la commune. L'expression citoyenne sera favorisée.

Les employés communaux verront leurs droits respectés. Un plan de revalorisation et de titularisation des personnels non titulaires sera mis en œuvre. Les élus, insiste-t-il, se consacreront principalement aux fonctions pour lesquelles ils ont été désignés. Un élu, un mandat, une indemnité pour l'efficacité de l'exercice du mandat.

Ce n'est là qu'un bref résumé du projet pour Saint-André qui comporte cinquante propositions, et auquel Gélita Hoarau après une brève intervention sur le volet social, a apporté son entière adhésion.

Paul Dennemont

Otè!

I diré banna l'après fèr anou zinzin, l'après fèr anou zalou!

Mi sort rogard biltin l'informasyon, mi pans dsi rényon-promyé o sinonsa dsi l'ot shène. Konm dabitid in bonpé zimaz, san bokou zésplikasyon é sirtou san ramèn la késtyon dsi nout problèm La Rényon. La pa in krétikasyon mi fé, mé solman in konstasyon, épi i anpèsh pa nou si ni vé fé travay nout koko fèr nout prop réfléksion, an avoir nout prop l'opinyon. Mi di sa pou kosa? Pars la amontr in tramway dann Qatar: in drol dé zoli tramway, l'avan tayé konm in dyaman. sèl z'afèr i shoz amoin in pé sé lo troi klass, promyé, dézyèm, troi-zyèm, pars moin pèsonèl in sèl klas lé bon pou moin, pou mon mantalité, pou mé z'idé, épi sirtou pars toulmoun lé an parmi.

Astèr anon artourn in pti pé an aryèr. Kan mi di sé pa in l'informasyon rényonèz sé pars i mèt sa dann la konkiranans rant fransé, z'alman épi d'ot pou oir kisa sar pli for dann la fabrikasyon bann tramway. alsthom kont siemens, siemens kont bonbardyé étsétéri-étsétéra. Sak mi romark sé ké, an pasan, kansréti an pasan i parl pa lo sabotaz nout tram-trin..poitan in l'idé modèrn, in l'idé intèrésan pou nou konm pou d'ot, in l'idé ké bann sabotèr nout dévlopman la tyé san tienbo kont nout l'intèré. Konm touzour kan i lèv la tèt isi La Rényon, i fo k'i anfonns anou dann lo si la pa dann la tèr, touléka dann fon olèrk mète anou anlèr.

Koman mi rosoi in n'afèr konmsa moin? La pa ké moin lé pa kontan kan la téknolozi La Frans i amontr son kapab! La pa ké moin lé pa kontan kan bann travayèr fransé i gingn travay, mé pars shak foi mi romark lo pé d'ka k'i fé avèk nout z'intèré la-ba dann Paris, lo pé d'ka ké gouvèrnman fransé i fé avèk nou. L'èr-la, kan i amontr in siksé la téknolozi fransèz moin na konm l'inpréssyon in pé konm i di l'après fèr anou zinzin, l'après fèr anou zalou.

Justin